

# CONFLIT EN UKRAINE : DYNAMIQUES CÉRÉALIÈRES ET TENSIONS SÉCURITAIRES

La mer Noire est une charnière dans la stratégie d'exportation du grain ukrainien, notamment vers l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. L'Ukraine se classe à la cinquième place des exportateurs mondiaux de blé, et en tire 10% de son PIB. 750 millions d'individus dépendent à plus de 50% du blé ukrainien. Le blocage du trafic de vrac depuis le début du conflit ukrainien met ainsi en péril la sécurité alimentaire de plusieurs pays importateurs. Ces pays, pour beaucoup considérés comme des poudrières depuis les printemps arabes, pourraient vivre la mise en péril du trafic maritime depuis la mer Noire comme une nouvelle étincelle.

## UNE ÉCONOMIE AGRICOLE QUI AVAIT LE VENT EN POUPE

En 20 ans, l'Ukraine a vu ses exportations de grain multipliées par six. Entre l'été 2021 et l'été 2022, la campagne commerciale devait atteindre 70Mt, un record. Alors qu'il restait au début du conflit 15Mt de maïs, 7 Mt de blé, 1,5 Mt d'oléagineux et 1 Mt d'orge à exporter, ceux-ci n'ont pu quitter le pays à cause des incursions russes sur la bande littorale ukrainienne en mer Noire. En effet, 97% des exportations de Kiev transitent par voie maritime.

En outre, la question de la sécurité alimentaire intérieure a amené à l'application d'un embargo gouvernemental pour retenir les récoltes de blé restantes dans l'espace national.

Une variable supplémentaire, concernant la production agricole future de l'Ukraine, vient s'ajouter à l'équation à double inconnue actuelle, alors que de nombreux agriculteurs ont rejoint le front et que ceux restés dans leurs exploitations font face aux destructions de matériels et au manque de semis.

Le pays devrait ainsi voir chuter drastiquement sa production agricole cette année mais les conséquences pourraient perdurer sur le plus long terme. Les prévisions pour la campagne de commercialisation 2022-2023 font déjà état d'une baisse de 30 à 50% de la seule production de céréales. De plus, ces estimations ne prennent pas en compte le blocage voire la destruction des vecteurs d'exportation de ces biens.

## LES CONSÉQUENCES D'UNE POTENTIELLE PERTE D'ACCÈS À LA MER NOIRE

80% du commerce mondial de céréales s'effectue par la mer. L'économie céréalière ukrainienne repose très largement sur son accès à des points de transbordement en mer Noire.

L'exportation des ressources agricoles se répartit entre les principaux ports nationaux : Milolayv (20Mt en moyenne), Chronomorsk (13 Mt), Pivdenniy (10Mt), Odessa (9 Mt), ainsi que les ports de la mer d'Azov, Berdiansk (2Mt) et Marioupol (1Mt).



Port de Mikolayv, principal lieu de stockage et d'exportation du grain ukrainien avant la guerre

L'enjeu relatif à ces hubs portuaires, dans l'économie générale du conflit, est de trouver les moyens de pallier leur perte. Mais les alternatives sont limitées et les trains de céréales ne sont pas à même de prendre le relais des vraquiers en termes de volumes. Un train de céréales ne peut en effet transporter au mieux que 1500 à 2000 tonnes de céréales, contre 25 000 à 30 000 tonnes pour un vraquier, voire 60 000 tonnes pour les Panamax. Par ailleurs, la continuité des branchements ferroviaires avec l'Union Européenne n'est pas assurée, ce qui complique encore davantage cette alternative.

### 80% DU COMMERCE MONDIAL DE CÉRÉALES S'EFFECTUE PAR LA MER

Ainsi, l'impossibilité de maintenir les exportations fait émerger de nouvelles problématiques pour les pays importateurs de ces biens de première nécessité.

#### Les ports roumains, une alternative ?

Difficilement envisageable, cette apparente solution pose la question de l'acheminement des grains depuis l'Ukraine jusqu'à la Roumanie. D'une part, les trains ukrainiens ont une capacité d'emport bien inférieure à celle des vraquiers, d'autre part, la discontinuité des lignes ferroviaires constitue un facteur limitant supplémentaire.

### LA DÉPENDANCE ALIMENTAIRE DE L'AFRIQUE DU NORD ET DU MOYEN-ORIENT AU BLÉ UKRAINIEN

Le constat d'une forte dépendance des pays de d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient aux céréales ukrainiennes et russes est indéniable. 27 pays dépendent des exportations ukrainiennes et russes, pour 50 à 100% de leur consommation de céréales. Pour certains de ces pays, dont les capacités de stockage sont inexistantes, la rupture du réseau de transport signifie une perte totale de stabilité alimentaire. Dans toutes ces régions où l'alimentation gravite autour des produits céréaliers, les apports caloriques ne pourront pas être maintenus.

C'est le cas du Liban, qui dépend à plus de 60% du blé ukrainien, et dont 80% de la population était déjà en état d'insécurité alimentaire avant le début du conflit.

L'Egypte également, dont 35 à 39% des apports caloriques quotidiens proviennent du blé, dépend de la production ukrainienne à 25%. Les subventions alimentaires, à hauteur de 5 à 6 milliards de dollars par an, notamment pour le pain, permettent actuellement d'y maintenir la paix sociale, mais elles ne sont pas extensibles dans la durée et à l'ensemble du continent.

Seulement un mois après le début du conflit ukrainien, le président de la République Emmanuel Macron a souligné le risque d'une crise alimentaire « gravissime ».

**27 PAYS DEPENDENT DES EXPORTATIONS UKRAINIENNES ET RUSSES, POUR 50 A 100% DE LEUR CONSOMMATION DE CEREALES**

Pour ces pays qualifiés de « poudrières » depuis les printemps arabes, la rupture des approvisionnements en céréales pourrait ainsi constituer une étincelle génératrice d'une crise humaine et sociale sans précédent.

